

Au fur et à mesure que les eaux océaniques s'élèvent, il en va de même pour les îles d'ordures : La trentième lettre d'information (2019).



Mia Volker, 88 ans, est une installation de sacs à ordures gonflables. Chers amis, chères amies, Salutations du bureau du Tricontinental: Institut de recherche sociale.

Le 12 juillet 2018, une fillette de douze ans de Cressé (en Indonésie), Aeshina Azahra, a écrit une lettre au président américain Donald Trump. La lettre a été remise à l'ambassade des États-Unis à Jakarta et remise à la presse. « Mon pays, écrit-elle, est le deuxième plus grand contributeur aux déchets. Et une partie de ces déchets est votre déchet ». Puis, elle a posé trois questions puissantes et sincères :

« Pourquoi exportez-vous toujours vos déchets dans mon pays ? Pourquoi ne pouvez-vous pas de vos propres déchets ? Pourquoi devons-nous ressentir l'impact de vos déchets ? »

Dear Mr. Trump President of United States of America
I'm from Gresik, Indonesia I am 12 years old I want to say something to you... Why do you always export your waste to my country? Why don't you take care of your own waste? Why do you have to pollute the water of my country? In Indonesia right now the river is very dirty and stinky... My dream in the future is the river in Indonesia can be clean again and the beaches in Indonesia can be beautiful again... Please export your waste to Indonesia. Please help me to make a better future. #TAKE BACK YOUR TRASH FROM INDONESIA.

Lettre d'Aeshina Azahra, 12 ans, à Donald Trump. Trump a fait des remarques désagréables sur le fait que les pays asiatiques sont les grands pollueurs de la planète. Trump, dans son ignorance frémisante, a déclaré que les États-Unis d'Amérique utiliseraient leur pouvoir pour empêcher les "Asiatiques" de détruire la planète.

Mais il y a une géographie de l'imperialisme à détruire. C'est quelque chose d'Aeshina Azahra, 12 ans, sait. Ses trois questions sont claires et précises : pourquoi l'Occident exporte-t-il ses déchets vers les pays les plus pauvres ? Il n'est pas précis de dire que « les humains produisent des déchets ». Certains humains produisent plus de déchets que d'autres. Les États-Unis, avec 5 % de la population mondiale, produisent 40 % des déchets du monde.

En 1991, l'économiste et le journaliste américain, Larry Summers (plus tard secrétaire au Trésor américain), a rédigé un mémorandum dans lequel il faisait valoir l'évidence suivante : l'Occident a un excédent d'argent et un excédent de déchets, tandis que les pays pauvres ont un déficit d'argent et un déficit de déchets ; pourquoi donc ne permettent que les pays pauvres soient payés pour ramasser les déchets ? L'ambiguïté de la production de déchets - généralement plus élevée qu'à l'époque pré-capitaliste - a entraîné la marchandisation des déchets. Les grandes entreprises mondiales se débarrassent des déchets, y compris en les exportant d'une partie du monde (l'Occident) à une autre (les pays les plus pauvres).

Le mémorandum de Summers arrivait à un moment où les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine avaient commencé à interdire l'importation de déchets. En 1988, l'Organisation de l'unité africaine a approuvé une interdiction, qui est entrée en vigueur en 1991 avec la Convention de Bamako. Soixante-neuf pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique avaient déjà interdit les importations de déchets avec la Convention de Lomé de 1989. C'est à l'initiative de la conférence des déchets que Summers a répondu par son mémorandum raciste (et profondément inquiet).

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) - créé en 1972 - a pour mandat, entre autres, de surveiller le trafic transfrontalier des déchets. Les multinationales qui font le commerce des produits chimiques et des déchets ont travaillé dans la question du commerce des déchets et l'a inscrit à l'ordre du jour, ce qui a abouti à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination (le traité des Nations Unies a été adopté en 1989 et adopté en 1992).

En 1994, lors de la deuxième Conférence des Parties à la Convention de Bâle, l'Union européenne s'est jointe aux pays du G-77 (le bloc du Tiers Monde aux Nations Unies) pour interdire le commerce des déchets dangereux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - comprenant l'Ouest et le Japon - vers les pays non membres. L'Australie, le Canada et les États-Unis ont exercé de fortes pressions contre cette interdiction. En janvier 2016, la Chine a interdit les importations de déchets, qui sont maintenant acheminés en plus grand volume vers l'Indonésie et la Malaisie - où les tensions actuelles se poursuivent.



Membres de l'Assemblée du Quartier Kita vérifient les camions à ordures entrant dans leur quartier, 22 mai 1973. Photographie de Manichi Shimbu.

Mais il y a une géographie de l'imperialisme à détruire. C'est quelque chose d'Aeshina Azahra, 12 ans, sait. Ses trois questions sont claires et précises : pourquoi l'Occident exporte-t-il ses déchets vers les pays les plus pauvres ? Il n'est pas précis de dire que « les humains produisent des déchets ». Certains humains produisent plus de déchets que d'autres. Les États-Unis, avec 5 % de la population mondiale, produisent 40 % des déchets du monde.

En 1991, l'économiste et le journaliste américain, Larry Summers (plus tard secrétaire au Trésor américain), a rédigé un mémorandum dans lequel il faisait valoir l'évidence suivante : l'Occident a un excédent d'argent et un excédent de déchets, tandis que les pays pauvres ont un déficit d'argent et un déficit de déchets ; pourquoi donc ne permettent que les pays pauvres soient payés pour ramasser les déchets ? L'ambiguïté de la production de déchets - généralement plus élevée qu'à l'époque pré-capitaliste - a entraîné la marchandisation des déchets. Les grandes entreprises mondiales se débarrassent des déchets, y compris en les exportant d'une partie du monde (l'Occident) à une autre (les pays les plus pauvres).

Le mémorandum de Summers arrivait à un moment où les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine avaient commencé à interdire l'importation de déchets. En 1988, l'Organisation de l'unité africaine a approuvé une interdiction, qui est entrée en vigueur en 1991 avec la Convention de Bamako. Soixante-neuf pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique avaient déjà interdit les importations de déchets avec la Convention de Lomé de 1989. C'est à l'initiative de la conférence des déchets que Summers a répondu par son mémorandum raciste (et profondément inquiet).

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) - créé en 1972 - a pour mandat, entre autres, de surveiller le trafic transfrontalier des déchets. Les multinationales qui font le commerce des produits chimiques et des déchets ont travaillé dans la question du commerce des déchets et l'a inscrit à l'ordre du jour, ce qui a abouti à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination (le traité des Nations Unies a été adopté en 1989 et adopté en 1992).

En 1994, lors de la deuxième Conférence des Parties à la Convention de Bâle, l'Union européenne s'est jointe aux pays du G-77 (le bloc du Tiers Monde aux Nations Unies) pour interdire le commerce des déchets dangereux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - comprenant l'Ouest et le Japon - vers les pays non membres. L'Australie, le Canada et les États-Unis ont exercé de fortes pressions contre cette interdiction. En janvier 2016, la Chine a interdit les importations de déchets, qui sont maintenant acheminés en plus grand volume vers l'Indonésie et la Malaisie - où les tensions actuelles se poursuivent.



Le Tricontinental.org

Enfin la condition de la classe ouvrière en Angleterre de Friedrich Engels (1844) est silencieusement Spring de Rachel Carson (1962), il y a eu une prise de conscience générale du côté toxique du développement capitaliste. Mais les ouvriers et les paysans n'avaient pas besoin de l'analyse d'Engels ou de Carson pour expliquer les effluents désagréables des usines ou la terrible violence des pesticides et engrais chimiques.

Les déchets qui pourrissent à la surface de la terre sont l'apparition du problème. L'essence du problème réside dans le fait que notre système socio-économique exige que nous vendions sans cesse des produits de base, que nous réduisions leur durée de vie, que nous achetions davantage de produits pour les remplacer et que les produits rejetés rejoignent leurs frères dans les montagnes de déchets sur terre et les tas de déchets sur les océans.

En 1955, le Journal of Anthropology a noté que le système exigeait que « les choses soient consommées, brûlées, usées, remplacées et jetées à un rythme toujours croissant ». Nous avons besoin que les gens mangent, boivent, s'habillent, montent à cheval, vivent avec une consommation toujours plus compliquée et, par conséquent, toujours plus chère. C'est ce que Vance Packard, dans The Waste Makers (1960), a appelé « l'obsession planifiée ». Nous fabriquons de bons produits », écrit Packard. Nous incitons les gens à les acheter, et l'année prochaine, nous introduisons délibérément quelque chose qui rendra ces produits démodés, dépassés, obsolètes.

Les ordinateurs, du point de vue du capitalisme, sont une « externalité ». Les entreprises capitalistes pillent la nature pour ses ressources et rejettent les déchets dans la terre. Les coûts de ce pillage et de ces déchets ne doivent pas être pris en compte dans les bilans des entreprises. Ces coûts sont considérés comme des « coûts externes ». La vélocité de la production des marchandises, dans le cadre de la nécessité d'une accumulation sans fin des profits, génère des théories telles que l'« obsolescence planifiée », mettant en mouvement la création de déchets. En Occident, les ordinateurs durèrent sept ans, les téléphones cinq ans - maintenant, les ordinateurs sont remplacés tous les deux ans, les téléphones tous les vingt-deux mois.

Les procédures visant à réduire le volume des déchets - que la réutilisation et le recyclage - sont minimales. La vie sociale, incrustée de marchandisation et de consommation, ne peut être facilement transformée en de nouvelles formes. Le prospect d'une croissance moindre là où il y a un besoin de déchets est faible. Entre-temps, des pressions sont déjà exercées sur les espèces de privation qui reçoivent plutôt que de produire la majeure partie du monde pour qu'il ne produise pas de déchets. C'est comme le débat sur l'atténuation du changement climatique - on dit aux pauvres de se serrer la ceinture, tandis que les riches continuent à rejeter du carbone dans l'atmosphère.

En 1987, la Commission mondiale des Nations Unies sur l'environnement et le développement - la Commission Brundtland - a défini le concept de « développement durable » comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Il est certain qu'à l'heure actuelle, le terme « développement durable » a la tenture de l'insignifiance, et qu'il a été surutilisé. Mais quand il a été inventé, ça signifiait quelque chose. Cela signifie qu'il faut conceptualiser des voies de « développement » qui permettent aux démunis d'accéder à plus que des besoins de base, tandis que les privilégiés devraient réduire leur empreinte sur la planète. Ce sens, contrairement à la logique du capitalisme, doit revenir à nos débats.

Voilà les lettres d'Aeshina Azahra. Voilà la voix d'un enfant qui ne s'inquiète profondément du sort de la terre. Elle a besoin que sa voix soit amplifiée. Elle a besoin de milliards d'être nous pour refuser d'accepter le monde tel qu'il est, un monde qui s'étouffe avec ses propres déchets. Elle, comme les baleines, veut respirer.



Voix de People's Dispatch

Souvent, les gens demandent : pourquoi vous leur recommander un endroit pour les nouvelles ? C'est une question difficile, d'autant plus difficile que les médias se libèrent de moins en moins de l'argent et du pouvoir de l'État. Basé à New Delhi (Inde), c'est People's Dispatch, qui a maintenant un an. People's Dispatch, qui a vu le jour en Amérique latine sous le nom de The Dawn News, est une source d'information et un fil de presse pour les mouvements populaires. Elle prend position au nom des mouvements populaires et rend compte des protestations et des campagnes qui en découlent. Visitez leur site web et suivez les sur les différentes plateformes de médias sociaux.

Chaque semaine, Viny

*Traduit par Alexandre Bovey

